Initiatives ministérielles

dans les domaines de la santé et de l'enseignement postsecondaire?

Bref, je lui demande de nous expliquer ce qu'est le fonds de stabilisation du budget de la Colombie-Britannique et de nous dire s'il sait faire preuve du sens des responsabilités qu'il prétend avoir?

M. Blenkarn: Je parlerai premièrement du fonds de la Colombie-Britannique. Le gouvernement de cette province réussit à mettre des fonds de côté et à enregistrer des excédents depuis de nombreuses années. Au demeurant, il y a belle lurette que cette mesure aurait dû être présentée. Tout le monde sait que la Colombie-Britannique est capable de générer des recettes et d'assumer le coût de ses services.

Que ces excédents proviennent de fonds de stabilisation, de fonds du patrimoine ou d'excédents mis de côté parce que plus de taxes que nécessaires ont été perçues, ils démontrent que le gouvernement peut payer ses dépenses sans difficultés.

Voyons l'autre aspect, soit celui du financement des programmes établis et de la nécessité ou de l'inutilité de les désigner. Mon collègue ne le sait peut-être pas, mais dans la partie du projet de loi concernant le FPE, plus précisément l'enseignement postsecondaire, il existe des dispositions exigeant un compte rendu comptable établissant que l'argent sert bien au financement de l'enseignement postsecondaire. Malheureusement, le FPE est structuré de telle sorte que chaque province a pu démontrer que les fonds versés en vertu du FPE représentent moins que ce qu'elles consacrent à l'enseignement postsecondaire.

Le financement des programmes établis est un programme extrêmement complexe. Il y va de fonds, de transferts d'impôts perçus et de la compréhension de la valeur des points d'impôt. Il en résulte qu'une partie seulement des transferts porte sur des fonds. Dans le cas de chaque province, les dépenses provinciales réelles au titre de l'éducation excèdent la portion des paiements de transfert réservée à l'éducation.

Ceci étant dit, c'est à peu près tout ce qui a pu être accompli au cours des sessions de 1982 et de 1984. Je souhaite beaucoup de succès au député, mais tout le concept de la Loi sur le financement des programmes établis devra être reformulé et probablement même au cours de la présente session du Parlement.

M. Joe McGuire (Egmont): Au moment de prendre la parole pour traiter du projet de loi C-69, madame la Présidente, j'éprouve la plus vive inquiétude.

En effet, le gouvernement présente encore une fois un projet de loi qui alourdira davantage le fardeau des secteurs de notre société les moins aptes à se défendre.

Le projet de loi C-69, autrement dit la Loi modificative portant compression des dépenses publiques, va en fait modifier quatre programmes actuels, soit le Régime d'assistance publique du Canada, le financement des programmes établis, le Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada, et le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique.

Le projet de loi C-69 fait partie du spectacle de Michael le magicien. Le ministre des Finances s'apprête à faire disparaître le déficit.

Malheureusement, comme dans tous les spectacles de magie, les choses ne disparaissent pas vraiment. Elles semblent disparaître un instant, puis elles reparassent. C'est la véritable histoire du projet de loi C-69. Il s'agit d'un leurre. Le gouvernement fédéral se dégage de ses obligations en ce qui concerne les programmes de transfert aux provinces. Presto! Le fardeau de la dette fédérale en est réduit d'autant. La triste réalité, c'est qu'il transfère aux provinces son fardeau financier. Le projet de loi C-69 ne règle aucun problème; il ne fait que réaffecter les responsabilités.

En fin de compte, ce sont les contribuables canadiens qui devront assumer le fardeau. L'ennui, c'est que le système n'est pas équitable. Certains contribuables, notamment ceux qui habitent les régions les plus pauvres de notre pays, devront assumer une part disproportionnée de ce fardeau.

Tous les Canadiens, je pense, reconnaissent que le déficit fédéral constitue un problème. Cependant, ils ne reconnaissent pas que la meilleure façon pour le gouvernement fédéral de s'en débarrasser, c'est d'en charger les provinces.

Dans le cadre de son exposé budgétaire, le ministre des Finances a déclaré que le gouvernement entendait réduire le déficit en respectant un échéancier précis.

Sauf erreur, il a prédit que le taux d'intérêt atteindrait 11 p. 100. Mais c'est une autre affaire, et j'y reviendrai un peu plus tard.

Mais là où le ministre a exagéré, dans son exposé budgétaire, c'est lorsqu'il a dit: «Ce budget ne comporte aucun impôt nouveau.» Aucun impôt nouveau!

William Shakespeare a dit un jour:

Qu'y a-t-il en un nom? Ce que nous nommons rose Sous un tout autre nom sentirait aussi bon.

Qu'on le désigne du nom qu'on voudra, un impôt demeure un impôt, et fait mal.